



Atos accélère la restructuration de sa branche historique et étudie les offres de reprise

A trois semaines de son assemblée générale, Atos a fait un point d'étape hier concernant le plan de redressement de sa branche historique, rebaptisée Tech Foundations. Atos a ainsi indiqué accélérer la restructuration de sa branche historique d'infogérance et étudier "toutes les marques d'intérêt". Selon BFM Business, la direction du groupe intensifierait ses discussions avec l'homme d'affaires tchèque Daniel KRETINSKY pour lui céder cette activité en lui versant 600 millions d'euros en cash pour financer la restructuration. Il lui demanderait en outre d'investir dans l'autre branche, qui réunit les activités plus dynamiques comme la cybersécurité. "Il y a de l'intérêt là où il y a de la valeur : on a prouvé que ce business-là est loin d'être mort" et "le conseil d'administration et son président étudient les marques d'intérêt pour Tech Foundations", a seulement commenté M. Nourdine BIHMANE, directeur général d'Atos et co-CEO chargé de l'activité Tech Foundations et de l'amélioration de la performance opérationnelle. Il a aussi affirmé que le plan de séparation en deux entités était "en bonne voie".

Atos a précisé qu'il anticipait le chiffre d'affaires de Tech Foundations à un "plancher" de 5 milliards d'euros en 2024 (contre 6 milliards en 2022), avec l'objectif d'une marge opérationnelle "entre 6 % et 8 % en 2026". Dans cette branche, qui emploie environ 50 000 personnes, le groupe compte poursuivre la réduction d'effectifs, en particulier en Allemagne. Sur un plan de 7500 suppressions d'emplois, 900 ont déjà été réalisées, a précisé M. BIHMANE. Aucun autre plan social n'est prévu, a-t-il ajouté. Le directeur général a rappelé que la marge opérationnelle de Tech Foundations était redevenue positive en 2022. Tech Foundations veut se repositionner sur "les espaces de travail numériques post-covid, la transition rapide vers le multi-cloud et les configurations hybrides" et se développer dans le monde du sport, a précisé le groupe.

Lors de l'assemblée générale du 28 juin, le fonds Sycomore, qui détient environ 1 % du capital, veut déposer avec d'autres petits actionnaires une résolution pour demander la révocation du président du conseil d'administration Bertrand MEUNIER. Il dénonce la chute du cours de Bourse, les pertes du groupe – 4 milliards en deux ans (3 milliards en 2021, cf. CE du 01/03/2022, 1 milliard en 2022, cf. CE du 01/03/2023) – et une crise de gouvernance. A l'occasion de la présentation de ses résultats du premier trimestre 2023, Atos avait indiqué que de nouveaux changements seraient annoncés "très prochainement" au sein de son conseil d'administration, tandis que cinq nouveaux administrateurs l'avaient rejoint en 2022. Interrogé sur l'hypothèse que ces changements puissent inclure le remplacement de M. MEUNIER, Atos avait indiqué que le conseil d'administration poursuivait "sa démarche d'enrichissement du conseil d'administration" (cf. CE du 28/04/2023).

